

 L'infolettre citoyenne  

[[CONSEIL MÉTROPOLITAIN DU 16/02/23]]

  La bulle des éluEs métropolitains du groupe AMC

Bonjour les gens !

Jeudi 16 février avait lieu le conseil métropolitain de rentrée, jour également de manifestation contre la réforme des retraites. Nous étions donc toutes et tous réunis dans les espaces Vanel, en haut de l'Arche Marengo, avec une belle vue sur Toulouse et ses toits magnifiques.

Tout était donc réuni pour une belle journée, et on a commencé par boire les paroles du président Moudenc qui nous a raconté sa rencontre avec la première Ministre, Mme Elisabeth Borne, pour dire que blablabla aller au-delà des différences politiques (on se demande franchement lesquelles), blablabla écoute attentive, dialogue constructif, blablabla plus de policiers, blablabla ZFE, blablabla encore ZFE parce que le président Moudenc a été chargé d'une mission sur les ZFE, et donc maintenant il ne se contente plus d'être frileux politiquement sur la ZFE à Toulouse, mais il porte la parole de toutes les communes concernées. Comme il nous l'a si bien expliqué : avant les ZFE ne concernaient que 11 métropoles, dont celle de Toulouse, alors que maintenant ça concerne toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants, donc pour Toulouse ça change ... heu... bah ça change que dalle, en fait, on a dû louper le moment d'explication où il justifiait que du coup ça impacte super beaucoup Toulouse et que c'est pour ça qu'il se hâte super lentement de la faire réellement appliquer. C'est marrant quand même (non) parce qu'il y a quelques années, il réaffirmait sans sourciller son soutien sans faille à la mise en place de la ZFE, et maintenant que

ça s'applique, il a traîné des pieds pour la mettre en place, il a fixé des règles et un calendrier intenable, et il fait un excès de manque de zèle pour qu'elle soit respectée. Pourtant il a eu suffisamment de temps pour la mettre en place, mais vu que ça a été mal pensé et que c'est impopulaire, tout d'un coup c'est la faute de l'État. Salaud d'État, franchement, si c'était le président Moudenc qui avait été aux commandes, ça se serait passé vachement autrement, hein, on aurait eu une ZFE aux petits oignons. Mais qui donc qui l'a mise en place super mal, cette ZFE ? Mystère. Si seulement on savait...

Bon.

Une fois qu'il a fini tout son laïus, ça a été parti pour les liminaires. Karine Traval Michelet en premier, qui a parlé de quoi ? De la réforme des retraites et de la ZFE. En disant que la réforme des retraites, c'était pas bien, et que la ZFE, c'était mal foutu. Et puis on a les autres groupes qui ont défilé, qui pour la plupart ont dit que la réforme des retraites, c'était pas bien, et que la ZFE c'était mal foutu.

Le président Moudenc a félicité chacun des locuteurs des groupes pour le respect du temps imparti au liminaire. On sentait bien qu'il préparait le terrain pour pouvoir nous tacler si jamais on débordait, c'est son dada depuis quelques conseils.

Et puis Odile est passée, pour notre groupe AMC ; là on a fait fort et original, elle a parlé de la réforme des retraites, pour soutenir les manifestantEs du jour, et ensuite elle a parlé de la ZFE.

Sur la réforme des retraites, elle a demandé au président Moudenc de se positionner, ce qu'il n'a évidemment pas fait : le président Moudenc, il est rond, rassembleur, donc il ne faut pas se positionner sur un sujet hyper clivant comme ça, surtout que dans son équipe, il a quand même beaucoup de soutiens affichés du gouvernement, et d'autres qui sont

soutiens ou membre des LR, et qui sont vachement opposés au gouvernement sauf quand il s'agit de voter, vu qu'ils votent avec le gouvernement.

Et elle a ensuite parlé de la ZFE, en demandant ce que l'équipe du président Moudenc avait mis en place depuis 2014 comme solution de transport et comme moyens de lutte contre la pollution pour toute la métropole. En fait de bilan, il y a un PDU (plan de déplacement urbain) annulé, un PLUiH annulé pour insincérité, et une 3ème ligne de métro qui aspire tous les budgets alentours sans résoudre de quelque façon que ce soit les problèmes de congestion automobile "à tel point que le périphérique, je cite, sera « saturé dans son ensemble en heure de pointe du soir (...) jusqu'à 15 kilomètres du centre-ville de Toulouse sur la quasi-totalité des voies » en 2030."

Il y a eu également un manque total de communication auprès des habitantes et habitants, ce qui fait que des gens à l'heure actuelle ignorent totalement qu'ils n'ont pas le droit de circuler.

Elle a cité nos propositions : - développer les alternatives à la voiture individuelle en favorisant le covoiturage et l'autopartage, investir dans le RER, accélérer sur le REV (voies vélo), mettre en place l'abonnement unique pour tous les transports en commun, recenser les véhicules Crit'air concernés par les interdictions et contacter leurs propriétaires, et ouvrir un guichet unique ZFE pour pouvoir guider les gens et les informer des aides auxquelles ils ont droit et des solutions de mobilités existantes.

Bon. Odile a dépassé d'une minute 30. On s'attendait à subir les foudres du président Moudenc, genre "Je tiens à faire remarquer à tout le monde qu'encore une fois, alors que chaque groupe a respecté scrupuleusement le temps de parole, le groupe AMC le dépasse allègrement et nous fait prendre du retard", hé ben non, rien, il a souligné "vous avez presque tenu le timing" avec un léger sourire.

Incroyable, on n'a pas reconnu notre président Moudenc habituel. Et il n'a fait aucune allusion au beau gilet jaune qui paraît le fauteuil d'Odile durant son liminaire.

Bon, ben après ça y'a eu la réponse de Sachounet Briand aux différents liminaires : ça serait super bien de pouvoir en faire un compte-rendu ici, mais pour ça il aurait fallu l'écouter. C'est ballot, hein, c'est passé à ça qu'on puisse vous en parler.

Après les liminaires...

Donc ensuite on a enchaîné les classiques : approbation du procès-verbal du dernier conseil, compte-rendu des décisions du bureau, compte-rendu des décisions prises par le président Moudenc, et paf, chapitre 4 "modernisation et finances".

Là ça parlait de filer encore un peu plus de sous à Tisseo. Y'a eu intervention de Marc, qui a fait comme d'habitude une brillante intervention mais impossible à résumer, parce que du Marc Péré, ça se vit, ça ne se lit pas. Et puis y'a eu la réponse de son pote Sachounet qui a balancé quelques attaques mesquines sur l'Union (pour celles et ceux qui ne savent pas, Marc, il est maire de la ville de l'Union, donc chaque fois que Sachounet est grognon, il attaque sur l'Union), et qui a qualifié Marc de "magicien des chiffres". Alors ça c'est rigolo, parce que ce que reproche Sachounet à Marc, c'est de régulièrement pointer des incohérences dans les chiffres annoncés par le vice-président chargé des finances. Et vu qu'en général il est incapable de s'en sortir, c'est plus simple de dire que ce sont des chiffres imaginaires ; mais si Marc est un magicien des chiffres, Sachounet est un mangemort, et pas des plus brillants : il

est plus proche de Lucius Malefoy que de Voldemort. Nan, ceci dit, Malefoy a une longue chevelure.

On passe au chapitre Administration, et là le gros dossier, c'est la chaufferie biomasse. Alors c'est quoi le souci, là-dessus ? Une chaufferie biomasse, en gros, c'est un poêle à bois géant. On dit biomasse pour faire genre, hein, et les gens s'imaginent que ça brûle des feuilles mortes, des trucs comme ça, mais nan, c'est juste du bois. Là y'a déjà un débat, parce qu'au début elle devait être positionnée à un endroit, et les habitants du coin ont dit ouimaisnonmais pas du tout, et ils étaient nombreux, donc ni une, ni deux, le président Moudenc et son équipe ont choisi un autre endroit, dans le quartier Matabiau. Enfin presque, en fait, à Croix-Daurade, mais pour chauffer Matabiau. Comme mon grand-tonton, il avait installé une cheminée dans le grenier pour chauffer la cave, c'était vachement pratique, il avait mis en place tout un système de tuyaux avec une pompe pour faire descendre la chaleur jusqu'au sous-sol, impressionnant. On s'égare (Matabiau), non ? Mais là aussi, les gens du coin protestent. Ils ont d'ailleurs choisi de bien le faire montrer vu que 36 heures avant le conseil, toutes les personnes élues au conseil métropolitain se sont fait spammer par une soixantaine de personnes, dont une a pas tout compris au calendrier vu qu'elle a envoyé son mail le lendemain du conseil.

Il y a eu des débats. Pierre Trautman a présenté de façon assez complète la délibération, avec des diapos projetées, une explication sur le système de chaufferie et aussi de géothermie, parce que le but est de voir si on ne peut pas aller récupérer de l'eau à 55° dans le sol pour utiliser cette chaleur, et ainsi diminuer la part de chauffage au bois. Maxime est intervenu pour notre groupe, toujours aussi bon, éloquent, posé, précis, clair, bref du grand Maxime ; il a

rappelé que le projet avait évolué depuis le début, un peu sous la contrainte (la nôtre), il a parlé des particules fines, et des particules ultra-fines dégagées par la combustion du bois (réponse d'ailleurs un peu lunaire de Pierre Trautman : "Mais Monsieur Le Texier, on sait filtrer les particules fines, pourquoi on ne saurait pas filtrer les particules ultra-fines ?" Bah je sais pas, comment dire... Parce qu'elles sont ULTRA-fines ?) ; Maxime a sorti un très beau "Vous me faites penser à mon grand-père qui me disait il y a 30 ans "si l'amiante c'était dangereux, on n'en mettrait pas dans les écoles ni dans les hôpitaux".

Mais vous savez quoi ? C'était un débat de qualité de part et d'autre, avec de l'humilité côté Pierre Trautman, qui est preneur de certains amendements proposés par l'opposition, et qui est ouvert au dialogue constructif : la politique, ça devrait toujours être comme ça. Ça permettrait de faire de belles choses avec de l'intelligence collective.

On a parlé aussi du contrat de concession pour l'exploitation du parking du Capitole : Aymeric a pris la parole pour nous, pour saluer ce qui était prévu par cette délibération : un parking vélo sécurisé payant, mais aussi une partie gratuite avec des aménagements fonctionnels, 6 places pour des cargos, du petit matériel pour réparer son vélo ; c'est bien, mais par contre il faut faire attention à suivre l'évolution des pratiques cyclistes : on voit de plus en plus de cargos et de longtails, attention à ne pas sous-dimensionner, et halte aux pince-roues qui déforment les roues des vélos ; il a aussi enjoint les concepteurs de pistes cyclables d'arrêter avec les virages à angle droit qui sont un non-sens total. Il a enfin attiré l'attention sur l'élévateur du parking, permettant aux personnes en fauteuil roulant d'accéder au parking, qui est en panne depuis plus d'un an, obligeant ces personnes à utiliser la rampe d'accès voitures, ce qui est extrêmement dangereux.

Pause repas, à 12h30. Tout s'est déroulé assez rapidement pour le moment : faut dire qu'au dernier conseil métropolitain, le président Moudenc était covidé, c'était Vincent Terrail-Noves qui avait tout animé en mode jeune dirigeant de start-up pour montrer que lui c'était un bonhomme et que la maîtrise du temps, c'était son domaine, on avait fini vers 17h30, et on sentait le match à distance entre les deux. Là on sent une ambiance détendue, on s'attendait à reprendre à 13h30, on reprend finalement à 14h, style "je sais ce que je fais, donc je m'offre le luxe de 1h30 de repas parce que moi, je ne brusque pas les gens comme toi".

Après la pause repas

Reprise à 14h, donc, et chapitre 6 : Eau et assainissement : Agathe est intervenue sur le sujet de l'organisation d'un congrès national de l'association scientifique et technique de l'eau et de l'environnement en 2025. Agathe demande pourquoi ça serait à Toulouse Métropole de payer pour des petits fours et des boissons (et pas que de l'eau), alors que ce sont Veolia et Suez qui gèrent le contrat de l'eau dans la métropole. Bon, comme d'hab, hein, on a une réponse du genre ouimaisouimaisnonpaskevoucomprenez.

Chapitre 7 "cohésion sociale et inclusion" passé très rapidement, idem pour le 8 "Sports et bases de loisirs" et le 9 "Culture".

Sur le chapitre 10 "Habitat et logement", on a eu une intervention de Jamal sur le plan initiative copropriétés. Il a dit quoi Jamal ? Que nous sommes favorables aux aides aux petits copropriétaires qui n'ont pas les moyens pour rénover leurs biens : il s'agit d'une opération d'intérêt

général (contrairement au scandale des aides aux grosses entreprises sans contrôle ni contrepartie). Ces copropriétés dégradées menacent l'ensemble des immeubles. Nous souhaitons par contre un vrai suivi et un bilan de ces opérations afin de s'assurer de l'effectivité des travaux. Parce que sinon, en gros, y'a plein de belles déclarations, on affiche un beau bilan ("z'avez vu un peu tout ce qu'on a fait pour les gueux ? ") mais ensuite on laisse les gens se démerder.

Il a aussi fait remarquer que la politique du logement menée par cette majorité métropolitaine est un échec : les décisions sont prises sans concertation, aucun dispositif n'est mis en place pour résoudre la fracture numérique , aucune volonté de réserver les logements accessibles pour les personnes à mobilité réduite au lieu de filer les rares logements accessibles à des valides. Cette politique continue à appuyer le marché de la spéculation immobilière, à rejeter l'encadrement des loyers, et soutient la baisse des allocations pour les logements. Résultat : de plus en plus d'expulsions et de personnes dans la rue, et de plus en plus de demandes de logements sociaux. Bravo les gens, un beau bilan macroniste.

LE gros chantier : Latécoère et les errances de la majorité

Et puis on attaque le chapitre 11. Et là, not'bon président Moudenc, il pensait que ça passait crème, et il a été limite surpris de voir Maxime demander à prendre la parole sur la délibération 11.5, cession d'emprises foncières à une société du groupe Airbus. Et là, paf : ça a parlé de Latécoère. Alors pour résumer les faits : on a appris récemment que [Latécoère allait délocaliser ses activités](#)

[au Mexique et en République Tchèque](#) ; Bon, ça, déjà, en soi, c'est scandaleux. Mais ce qui l'est encore plus, c'est que Toulouse a fourni le terrain à prix cassé en 2016 ; à l'époque, l'opposition municipale avait insisté pour ajouter une clause indiquant que si Latécoère voulait finalement se barrer, Toulouse serait prioritaire pour racheter le terrain. Et là, Latécoère se barre, et Toulouse n'a pas racheté le terrain, qui a été revendu à des banques. Vous pouvez aller lire [l'article très complet et documenté fait par un des membres d'Archipel](#).

Et alors là, en conseil, Sachounet joue un numéro assez époustouflant "oui, on peut se porter acquéreur si le terrain est mis en vente". Et Maxime qui lui annonce "mais le terrain a déjà été vendu ; on a même une copie de l'acte de vente". Et là, Sachounet, ben il a plus dit grand-chose. Ça a été un duo de rameurs Briand-Moudenc en essayant d'expliquer que non, c'était pas du tout une grosse arnaque, que c'était une procédure de "lease-back" classique (on a été nombreux à découvrir ce terme), mais en gros, ils n'arrivent pas à dire que oui, y'a eu un gros loupé, un de plus, et que ce sont encore des banques et des grosses entreprises qui ont ramassé l'oseille.

Maxime a rappelé le précédent cas, assez récent, de l'entourloupe Hyperloop, où comme pour Latécoère, les boîtes se cassent et laissent l'ardoise aux contribuables. Aucune action n'a été engagée de la part de la ville / métropole, on laisse faire et on dit que c'est normal. Bah c'est purement scandaleux en fait.

Puis intervention d'Odile pour rappeler notre opposition à la ZAC Malepère qui sera insuffisamment desservie, pas assez de logements sociaux et surtout très sociaux, et pas d'accord pour transférer le pouvoir de préempter le foncier à l'EPFL empêchant tout contrôle démocratique de

l'assemblée. Déjà que l'assemblée est pas vraiment démocratique, alors l'EPFL n'en parlons pas.

On passe le chapitre 12 "économie, innovation et emploi", on passe au 13 "Voirie" : intervention d'Aymeric par rapport à la charte d'accessibilité de la voirie et des espaces publics : Aymeric tient un discours très positif sur le travail réalisé, mais regrette, comme l'avait indiqué Odile en commission, que le texte ne soit pas allé jusqu'au bout, en retardant encore de quelques semaines la publication du texte, on aurait pu avoir un truc parfait. Et il souligne aussi qu'il serait nécessaire que cette charte soit prescriptive et annexée à tous les chantiers, avec des contrôles et le pouvoir de faire arrêter un chantier si elle n'est pas respectée. Parce qu'en fait, en se promenant dans les rues de la métropole, on peut constater chaque jour des chantiers qui respectent que dalle, obligeant les piétons / PMR / cyclistes à aller frayer au milieu des voitures parce que bon, on va quand même pas se casser le cul pour ces cons, hein, tant que les voitures peuvent passer tout va bien.

Grégoire Carneiro a répondu, mais on sent qu'il a été déstabilisé : "alors bon, je vais vous lister tout ce qu'on fait depuis plusieurs années, y'a des trottoirs aménagés, y'a des ... heu... bon, votre discours était positif, mais on fait des trucs quand même, et heu..." En gros, il avait un discours tout prêt pour répondre à des attaques, mais y'a pas eu d'attaque, vu que ce qui est fait est bien et va dans le bon sens ; et donc il nous a fait une liste à la Prévert de ce qu'ils font, mais il n'a pas dit un mot sur le fait de pouvoir pénaliser les chantiers qui ne respectent pas les usagers de la route. C'est con, hein, les réponses préparées à l'avance.

Délibération suivante : la jonction Est. Arf... Interventions d'Hélène Cabanes et d'Agathe pour rappeler tout le mal qu'on pense de ce projet à la con, qui va être un nouvel aspirateur à voitures, qui va coûter super cher, qui est refusé par les habitantEs de proximité. Et là, une interlocutrice de choix pour la réponse : Madame la Ministre Dominique Faure, qui pour arrondir ses fins de mois et occuper son temps libre (un ministre ça fout rien, c'est bien connu) continue à venir aux conseils métropolitains, pour faire la réponse lunaire habituelle "oui mais non mais vous êtes contre la voiture mais nous on est pour tous les modes de déplacement et on va aussi faire des pistes cyclables et des voies de bus." Ah bah alors tout va bien, au temps pour nous.

Chapitre 14 : Ecologie, développement durable et transition énergétique : primes à la transition énergétique et écologique ; Maxime prend la parole pour souligner qu'il serait bien aussi de favoriser l'autopartage, le covoiturage, et que financer les 2 roues thermiques, c'est moyen, surtout qu'il y a une problématique importante sur le bruit et les nuisances sonores.

Chapitre 15 : Urbanisme et projet urbain. On parle du PLU de Toulouse. Il a été demandé une heure de débat là-dessus, et c'est Odile qui s'y colle, pour dénoncer la pollution au plomb dans les sols. Et surtout la tentative de la métropole de cacher qu'ils veulent construire des logements et des écoles sur un secteur pollué qui peut causer des cas de saturnisme. Ils sont tellement sûrs qu'il n'y a pas de danger et tout est tellement transparent qu'ils ont refusé de communiquer le dossier complet pour que les élus puissent voter en connaissance de cause. Ce qui n'a pas empêché Annette Laigneau (pourtant aussi pure et blanche que Laigneau qui vient de naître), de mentir

effrontément en prétendant qu'on avait eu le dossier alors qu'elle l'a finalement envoyé 5 mn après le vote... Ils ont caché que le 1er avis de l'autorité environnementale prescrivait une enquête environnementale et que l'ARS et la DREAL se sont contentés d'une étude discutable payée par Kaufman And Broad. Odile a fait le parallèle avec le scandale de MetalEurop dans le Nord Pas de Calais où les autorités avaient dit "circulez y'a rien à voir" pour reconnaître 6 mois après grâce à des expertises indépendantes que 5 écoles devaient être fermées pour pollution au plomb dangereuse et 7 enfants atteints de saturnisme.

Sujet de santé publique gravissime, et qui fait réagir nos députés locaux également (Anne Stambach et Hadrien Clouet ont sorti un communiqué de presse dessus).

Chapitre 16 sur les ressources humaines et cette charmante personne qu'est Riton de Lagoutine. On passe.

Les vœux ne meurent pas : ils s'endorment un jour et dorment trop longtemps.

Et on arrive aux vœux : alors il y avait plein de vœux qui avaient été déposés, dont plusieurs sur la réforme des retraites. Bah ceux-là, ils sont passés à la trappe, au grand désarroi des alliés du président Moudenc, qui sont un peu colère sur le coup.

On se retrouve avec 2 vœux sur la ZFE : un présenté par la majorité, qui consiste à filer du fric aux gens qui changent de voiture : on vote contre, il est accepté. Le

groupe Ecolo présente un vœu avec plusieurs propositions pour aménager, retarder, concerter : la majorité vote contre, il est refusé.

Classique.

On passe ensuite à un vœu spécial : un vœu porté par TOUS les groupes, un vœu commun. Truc rarissime s'il en est. C'est à l'initiative de Marc, qui en tant que maire de l'Union, en avait parlé lors du dîner des maires, qui a lieu régulièrement avant les conseils métropolitains : c'est un vœu pour demander à l'état l'abandon de la hausse des taux de cotisation retraite des employeurs territoriaux et hospitaliers.

Tout le monde était d'accord, Marc devait porter le vœu, tout le monde devait voter pour en chœur : hé ben devinez quoi ? Sachounet, pour le groupe de la majorité, a rajouté des amendements. Le président Moudenc a introduit le propos en disant que "alors oui mais en fait, le gouvernement a fait des annonces ces derniers jours, alors bon, elles sont floues, hein, mais on va leur faire confiance et donc on propose des amendements pour dire que oui peut-être mais pas sûr".

Ce à quoi Marc a répondu que le vœu était simple, en "sujet - verbe - complément", que tout le monde était d'accord, et que là ça devenait hyper confus, compliqué, et en mode "on fait confiance au gouvernement", ce qui pouvait poser un léger problème à certains. Et que donc il retirait le vœu.

Et là, prise de parole de Karine Traval Michelet pour dire que pour une fois, elle était totalement d'accord avec Marc, et que ce qui avait été fait était pas cool. Puis Robert Médina, pour les indépendants, a dit que si les amendements avaient été votés, ils se seraient abstenus, et tous étaient contents que le vœu soit retiré.

Le président Moudenc a conclu avec un grand sourire que parfait, tout le monde était d'accord ; comment prendre les gens pour des cruches et faire croire que tout le monde était content alors que même ses alliés étaient fortement mécontents. Si on était suspicieux, on pourrait se demander en quoi son entretien avec Elisabeth Borne est à mettre en corrélation avec ce sabordement du vœu.

Dernier vœu : celui porté par Agathe sur un soutien aux employés de Latécoère : un vœu avec 3 articles, que voici pour que ce soit bien clair :

Le conseil métropolitain réuni en date du 16 février décide :

Article 1

D'interpeller publiquement Latécoère, pour qu'aucune suppression de postes ne soit mise en œuvre, et que toutes les requalifications soient faites sans déclassement de salaire.

Article 2

De demander l'intervention du gouvernement dans ce dossier pour le maintien de l'emploi sur le territoire.

Article 3

En cas de suppression de postes, de demander à l'entreprise Latécoère le remboursement des subventions publiques touchées pour l'implantation des sites de Labège et de Montredon, la restitution des terrains fonciers à prix coûtant, ainsi que les bénéfices issus des ventes de fonciers qui avaient été acquis auprès de la Mairie de Toulouse.

Toulouse

Hé ben vous savez quoi ? La majorité et les Indépendants ont déposé un amendement pour purement et simplement retirer l'article 3. A mettre en lien avec l'intervention de Maxime et ce scandale, l'attitude passive de la métropole qui laisse filer les patrons voyous sans sourciller. On a hésité à retirer le vœu, mais le président Moudenc ne nous a même pas laissé le temps de nous concerter, il a fait voter les amendements et le vœu dans la foulée, sans même nous demander ce qu'on pensait de l'amendement. Belle mentalité n'est-ce pas ?

Bon, ben avec tout ça, on a fini à 17h45, donc le président Moudenc a gagné son concours de quéquette à distance avec Vincent Terrail-Noves en mode "dans ta gueule, moi aussi je respecte les horaires, et sans brusquer les gens".

Prochain conseil métropolitain le jeudi 6 avril, mais d'ici-là il y aura un conseil municipal le 10 mars.